MAIRIE
6, rue Isabelle de Neuchâtel
25300 LES ALLIES

Tél. : 03.81.46.21.86
Mail : mairie-lesallies@laposte.net

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 5 JUIN 2026 A 19 H 00

Date des convocations : 21 mai 2026
Étaient présents : BUCHEIX Daniel, LAMOISE Elsa, MILLON Pierre, VIENNET Julien, LOONIS Clothaire, PASSELEGUE Elisabeth, VUILLEMIN Cyrille.
Absents excusés : RIGOLI Patricia a donné procuration à LOONIS Clothaire, ROY Béranger a donné procuration à VUILLEMIN Cyrille, GROS Anaïs a donné procuration à LAMOISE Elsa, JACQUIN Marjorie a donné procuration à MILLON Pierre.
Quorum : 7 présents sur 11, le Conseil Municipal peut valablement délibérer.
Secrétaire de séance : LAMOISE Elsa désignée à l'unanimité par les membres du Conseil Municipal.

Ordre du Jour :

- *Approbation du procès-verbal du Conseil Municipal du 27-04-2026,*
- *Désignation d'un délégué titulaire et de trois suppléants en vue des élections sénatoriales qui se tiendront le 27 Septembre 2026*
- *Questions diverses*

Le Maire propose d'ajouter à l'ordre du jour le vote du budget pour la formation des élus et le devis de la société Prêtre pour le remplacement du moteur de la cloche de l'église.
Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité d'ajouter ces deux points à l'ordre du jour.

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 27-04-2026 :
Aucune observation n'étant formulée, le PV de la séance précédente est approuvé à l'unanimité.

Désignation d'un délégué titulaire et de trois suppléants en vue des élections sénatoriales qui se tiendront le 27 Septembre 2026

PROCÈS-VERBAL DE DÉSIGNATION DES DÉLÉGUÉS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DE LEURS SUPPLÉANTS EN VUE DE L'ÉLECTION DES SÉNATEURS

Communes de moins de 1 000 habitants

COMMUNE :
……LES ALLIES……

Département (collectivité)	DOUBS
Arrondissement (subdivision)	PONTARLIER
Effectif légal du conseil municipal	11
Nombre de conseillers en exercice	11
Nombre de délégués à élire	1
Nombre de suppléants à élire	3

L'an deux mille vingt-six, le 5 juin à 19 heures 00 minutes, en application des articles L. 283 à L. 293 et R. 131 à R. 148 du code électoral, s'est réuni le conseil municipal de la commune de Les Alliés……

Étaient présents les conseillers municipaux suivants[1] :

MILLON Pierre	VIENNET Julien	
LOONIS Clothaire	PASSELEGUE Elisabeth	
LAMOISE Elsa	VUILLEMIN Cyrille	
BUCHEIX Daniel		

Etaient absents et représentés les conseillers municipaux suivants[2] :

GROS Anaïs	Représentée par	LAMOISE Elsa
RIGOLI Patricia	Représentée par	LOONIS Clothaire
ROY Béranger	Représenté par	VUILLEMIN Cyrille
JACQUIN Marjorie	Représentée par	BUCHEIX Daniel

Absents non représentés : **0**

1. Mise en place du bureau électoral

M MILLON Pierre, maire a ouvert la séance.

Mme LAMOISE Elsa a été désigné(e) en qualité de secrétaire par le conseil municipal (art. L. 2121-15 du CGCT).

Le maire a procédé à l'appel nominal des membres du conseil, a dénombré …7…. conseillers présents et a constaté que la condition de quorum posée à l'article L. 2121-17 du CGCT[3] était remplie.

Le maire a ensuite rappelé qu'en application de l'article R. 133 du code électoral, le bureau électoral est présidé par le maire ou son remplaçant et comprend les deux conseillers municipaux les plus âgés et les deux conseillers municipaux les plus jeunes présents à l'ouverture du scrutin, à savoir MM./Mmes BUCHEIX Daniel, PASSELEGUE Elisabeth, VUILLEMIN Cyrille, LOONIS Clothaire.

Mode de scrutin

[1] Indiquer les nom et prénom d'un conseiller par case. Les conseillers municipaux qui n'ont pas la nationalité française ne peuvent ni participer à l'élection des délégués et de leurs suppléants (art. L.O. 286-1 du code électoral), ni être élus délégués ou suppléants. Les militaires en position d'activité ne peuvent être élus ni délégués ni suppléants (art. L. 287-1 du code électoral).

[2] Le cas échéant préciser, dans la même case, à qui ils ont donné pouvoir (art. L. 288 du code électoral). Un même conseiller ne peut être porteur que d'un seul pouvoir qui est toujours révocable.

[3] Le conseil municipal ne délibère valablement que lorsque la majorité des membres en exercice est présente.

Le maire a ensuite invité le conseil municipal à procéder à l'élection des délégués et de leurs suppléants en vue de l'élection des sénateurs.

Il a rappelé qu'en application des articles L. 288 et R. 133 du code électoral, les délégués et leurs suppléants sont élus séparément, sans débat, au scrutin secret majoritaire à deux tours. S'il reste des mandats à attribuer à l'issue du premier tour de scrutin qui a lieu à la majorité absolue, il est procédé à un second tour pour le nombre de mandats restant à attribuer et l'élection a lieu à la majorité relative.

Au second tour, en cas d'égalité de suffrages, le plus âgé des candidats est déclaré élu.

Le maire a rappelé que les membres du conseil municipal qui n'ont pas la nationalité française ne peuvent ni être élus membres du collège électoral sénatorial, ni participer à l'élection des délégués et des suppléants (art. L.O. 286-1 du code électoral).

Le maire a également précisé que les membres du conseil municipal qui sont également députés, sénateurs, conseillers régionaux, conseillers départementaux, conseillers métropolitains de Lyon, conseillers à l'Assemblée de Corse ou de Guyane, conseillers de la collectivité européenne d'Alsace, ou membres de l'Assemblée de Polynésie française peuvent participer à l'élection des délégués et suppléants mais ne peuvent être élus délégués ou suppléants (art. L. 287, L. 445 et L. 556 du code électoral).

Le maire a ensuite précisé que les militaires en position d'activité membres du conseil municipal peuvent participer à l'élection des délégués et suppléants mais ne peuvent être élus délégués ou suppléants (art. L. 287-1 du code électoral).

Le maire a rappelé que les délégués et suppléants sont élus parmi les membres du conseil municipal de nationalité française. Toutefois, si le nombre de délégués et de suppléants à élire est supérieur au nombre de conseillers en exercice, les suppléants peuvent également être élus parmi les électeurs inscrits sur la liste électorale de la commune de nationalité française (L. 286).

Le maire a indiqué que conformément à l'article L. 284 du code électoral, le cas échéant, l'article L. 290-1 ou L. 290-2, le conseil municipal devait élire : …1…..
délégué(s) et …3….. suppléants.

Les candidats peuvent se présenter pour être élus délégués ou suppléants, soit isolément, soit sur une liste incomplète, soit sur une liste comportant autant de noms qu'il y a de délégués ou de suppléants à élire. Les adjonctions et les suppressions de noms sont autorisées (art. L. 288 du code électoral). La circonstance qu'une personne ne se soit pas portée candidate ou soit absente ne fait pas obstacle à son élection si elle obtient le nombre de suffrages requis.

2. <u>Déroulement de chaque tour de scrutin</u>

Chaque conseiller municipal, à l'appel de son nom, a fait constater au président qu'il n'était porteur que d'une seule enveloppe ou d'un seul bulletin plié. Le président a constaté, sans toucher l'enveloppe ou le bulletin, que le conseiller municipal l'a

déposé lui-même dans l'urne ou le réceptacle prévu à cet effet. Le nombre des conseillers qui n'ont pas souhaité prendre part au vote à l'appel de leur nom a été enregistré.

Après le vote du dernier conseiller, le président a déclaré le scrutin clos et les membres du bureau électoral ont immédiatement procédé au dépouillement des bulletins de vote. **Les bulletins ou enveloppes déclarés nuls par le bureau, les bulletins blancs ou les enveloppes qui les contiennent, ont été sans exception signés par les membres du bureau et annexés au procès-verbal avec mention de la cause de leur annexion** (bulletin blanc, bulletin ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lequel le votant s'est fait connaître, enveloppe vide). Ces bulletins ou ces enveloppes annexées avec leurs bulletins sont placés dans une enveloppe close jointe au procès-verbal portant l'indication du scrutin concerné.

Lorsque tous les mandats n'ont pas été attribués au premier tour de scrutin, il a été procédé à un second tour de scrutin.

Après l'élection des délégués, il a été procédé à l'élection des suppléants dans les mêmes conditions.

3. Élection des délégués

3.1. Résultats du premier tour de scrutin de l'élection des délégués

a. Nombre de conseillers présents et représentés	**11**
b. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote (abstention)	**0**
c. Nombre de votants (enveloppes ou bulletins déposés dans l'urne) (a-b)	**11**
d. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau	**0**
e. Nombre de suffrages déclarés blancs par le bureau	**0**
f. Nombre de suffrages exprimés [c – (d + e)]	**11**
g. Majorité absolue[4]	**6**

[4] Si le nombre de suffrages exprimés est pair, la majorité absolue est égale à la moitié plus un des suffrages exprimés ou, si le nombre des suffrages exprimés est impair, à la moitié arrondie à l'entier supérieur.

INDIQUER LES NOM ET PRÉNOM DES CANDIDATS (dans l'ordre **décroissant** des suffrages obtenus et, à égalité de suffrages, de l'âge des candidats[5])	**NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS** en chiffres et en toutes lettres	
MILLON Pierre	11	Onze

3.2. **Résultats du second tour de scrutin de l'élection des délégués**[6]

3.3. **Proclamation de l'élection des délégués**[7]

M. / Mme MILLON Pierre……., né(e) le ……18/07/1956……. à ……Lyon……

A été proclamé(e) élu(e) au …1er……. tour et a déclaré…accepter……. le mandat.

Le maire (ou son remplaçant) a rappelé que les délégués présents ne peuvent plus refuser d'exercer leurs fonctions après l'ouverture du scrutin pour la désignation des suppléants[8]

3.4. **Refus des délégués**[9]

Le maire a constaté le refus de 0 délégué après la proclamation de leur élection.

Une nouvelle élection a eu lieu dans les conditions rappelées aux 2 et 3, le nombre de délégués à élire étant égal au nombre de refus, dont les résultats figurent sur un feuillet annexé au présent procès-verbal (ce feuillet reprend les parties 4.1, 4.2 et 4.3).

4. Élection des suppléants

4.1. **Résultats du premier tour de scrutin de l'élection des suppléants**

a. Nombre de conseillers présents et représentés	**11**
b. Nombre de conseillers présents à	**0**

[5] En cas d'égalité des suffrages, les candidats sont classés du plus âgé au plus jeune (art. L. 288 du code électoral).

[6] Supprimer le 4.2 si l'élection de tous les délégués a été acquise au premier tour.

[7] Indiquer les nom, prénom, date et lieu de naissance de chaque délégué élu, le tour de scrutin à l'issue duquel il a été proclamé délégué, ainsi que le mot : « **accepter** » s'il accepte le mandat ou le mot : « **refuser** » s'il refuse. En cas d'absence, rayer les mots : « et a déclaré ... le mandat ».

[8] Pour les délégués élus et non présents lors de l'élection, le maire (ou son remplaçant) notifie leur élection dans les vingt-quatre heures et les informe qu'ils disposent d'un délai d'un jour franc à compter du jour de la notification pour refuser éventuellement leurs fonctions et en avertir le préfet ou le haut-commissaire (art. R. 145 du code électoral).

[9] Rayer le 4.4. en l'absence de refus du ou des délégués avant l'élection des suppléants.

l'appel n'ayant pas pris part au vote (abstention)	
c. Nombre de votants (enveloppes ou bulletins déposés dans l'urne) (a-b)	**11**
d. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau	**0**
e. Nombre de suffrages déclarés blancs par le bureau	**0**
f. Nombre de suffrages exprimés [c – (d + e)]	**11**
g. Majorité absolue[10]	**6**

INDIQUER LES NOM ET PRÉNOM DES CANDIDATS (dans l'ordre **décroissant** des suffrages obtenus et, à égalité de suffrages, de l'âge des candidats[11])	**NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS** en chiffres et en toutes lettres	
BUCHEIX Daniel	11	Onze
LAMOISE Elsa	11	Onze
LOONIS Clothaire	11	Onze

4.2. **Résultats du second tour de scrutin de l'élection des suppléants**[12]

4.3. **Proclamation de l'élection des suppléants**

En application de l'article L. 288 du code électoral, l'ordre des suppléants a été déterminé successivement par **l'ancienneté de l'élection** (élection au premier ou au second tour) puis, entre les suppléants élus à l'issue d'un même

[10] Si le nombre de suffrages exprimés est pair, la majorité absolue est égale à la moitié plus un des suffrages exprimés ou, si le nombre des suffrages exprimés est impair, à la moitié arrondie à l'entier supérieur.

[11] En cas d'égalité des suffrages, les candidats sont classés du plus âgé au plus jeune (art. L. 288 du code électoral).

[12] Supprimer le 5.2 si l'élection de tous les suppléants a été acquise au premier tour.

tour de scrutin, par **le nombre de suffrages obtenus** puis, en cas d'égalité de suffrages, par **l'âge des candidats**, le plus âgé étant élu[13].
M. / Mme BUCHEIX Daniel, né(e) le 25/04/1954. à Brignole

A été proclamé(e) élu(e) au ……1er……. tour et a déclaré accepter. le mandat.

M. / Mme …LAMOISE Elsa……., né(e) le …03/06/1981…. à Dijon……

A été proclamé(e) élu(e) au …1er tour……. tour et a déclaré…accepter…. le mandat.

M. / Mme …LOONIS Clothaire……., né(e) le …07/07/1984…. à Bethune……

A été proclamé(e) élu(e) au …1er…. tour et a déclaré…accepter . le mandat.

4.4. **Refus des suppléants**[14]

Le maire a constaté le refus de ……0….. suppléant(s) après la proclamation de leur élection. Une nouvelle élection a eu lieu dans les conditions rappelées aux 2 et 3, le nombre de suppléants à élire étant égal au nombre de refus, dont les résultats figurent sur un feuillet annexé au présent procès-verbal (ce feuillet reprend les parties 5.1, 5.2 et 5.3).

Pour les suppléants élus et non présents lors de l'élection, le maire (ou son remplaçant) notifie leur élection dans les vingt-quatre heures et les informe qu'ils disposent d'un délai d'un jour franc à compter du jour de la notification pour refuser éventuellement leurs fonctions et en avertir le préfet ou le haut-commissaire (art. R.145 du code électoral).

5. Observations et réclamations[15]

……

6. Clôture du procès-verbal

Le présent procès-verbal, dressé et clos le 5 juin 2026 à 19 heures et 30 minutes, en triple exemplaire[16], a été, après lecture, signé par le maire (ou son remplaçant), les autres membres du bureau et le secrétaire.

---

[13] Indiquer les nom, prénom, date et lieu de naissance de chaque suppléant élu, le tour de scrutin à l'issue duquel il a été proclamé suppléant ainsi que le mot : « **accepter** » s'il accepte le mandat ou le mot : « **refuser** » s'il refuse. En cas d'absence, rayer les mots : « et a déclaré ... le mandat ».

[14] Rayer le 5.4. en l'absence de refus de suppléants avant que la séance ne soit levée.

[15] Si les observations et réclamations sont trop longues pour être consignées dans cet espace, elles sont rédigées sur une feuille annexe, signée et paraphée par les membres du bureau, qui est jointe au procès-verbal. Mention de cette annexion est faite au bas du paragraphe « Observations et réclamations ».

[16] Le premier exemplaire du procès-verbal doit être affiché aussitôt après sa clôture à la porte de la mairie. Le deuxième exemplaire du procès-verbal est conservé au secrétariat de la mairie. Le troisième exemplaire doit être aussitôt transmis, avec toutes les autres pièces annexées, au préfet ou au haut-commissaire (art. R. 144 du code électoral).

Le maire - MILLON Pierre *La secrétaire - LAMOISE Elsa*

Les deux conseillers municipaux les plus âgés *Les deux conseillers municipaux les plus jeunes*

BUCHEIX Daniel PASSELEGUE Elisabeth *LOONIS Clothaire - VUILLEMIN Cyrille*

Budget formation des élus
Le Conseil Municipal,
Vu les articles L.2321-2 et L.2123-12 à L.2123-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Considérant que dans les trois mois suivant son renouvellement, le conseil municipal doit délibérer sur le droit à la formation de ses membres qui consiste à déterminer annuellement les orientations et les crédits ouverts à ce titre,
Considérant que les frais de formation constituent une dépense obligatoire pour la commune,
Considérant que le montant prévisionnel des dépenses de formation des élus ne peut être inférieur à 2 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux membres du conseil municipal, sans que le montant réel des dépenses de formation ne puisse excéder 20 % du même montant,
Considérant que seuls les organismes ayant fait l'objet d'un agrément par le Ministère de l'intérieur sont habilités à dispenser des formations aux élus et donnent lieu à une prise en charge par la collectivité,
Décide que :
Les crédits affectés à la formation des élus s'élèvent à 500 euros ce qui correspond à 3 % du montant total des indemnités de fonctions des élus.
Les crédits non utilisés à la clôture de cet exercice seront intégralement reportés au budget de l'exercice suivant.
Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité le budget alloué pour la formation des élus.

Devis s.a.s Prêtre et Fils
Le Conseil Municipal, décide à l'unanimité, de valider le devis de l'entreprise Prêtre pour la réparation du moteur de volée à gestion électronique de la cloche de l'église. (sonnerie de l'angelus trois fois par jour).

La séance est levée à 19 h 30

Le Maire,

Pierre MILLON